

Route de Béziers  
**34460 CESSENON-SUR-ORB**  
☎ 04.67.89.66.52  
Fax 04.67.89.62.83  
E.Mail : [ce0340022p@ac-montpellier.fr](mailto:ce0340022p@ac-montpellier.fr)

## COMPTE RENDU DES DÉBATS SUR L'AVENIR DE L'ÉCOLE

### Question 1 : Quelles doivent être les fonctions et les modalités de l'évaluation des élèves, de la notation et des examens ?

Après un bref aperçu sur les types d'évaluations (évaluation quantitative, qualitative, normative, certificative etc..), le débat s'engage en prenant comme axe de départ la question suivante :

**« comment l'évaluation peut-elle sanctionner les erreurs sans décourager les élèves ? ».**

S'il apparaît à tous que la notation quantitative est incontournable beaucoup aimeraient qu'à la note soit ajoutée une note partielle selon les compétences, qui soulignerait notamment les progrès, non quantifiables, de chaque élève. En lieu d'une appréciation écrite, certains souhaiteraient coupler la note du contrôle à une note d'efforts fournis et de compréhension.

Afin de valoriser les efforts, d'aucuns s'interrogent sur la fréquence des évaluations. Tous reconnaissent que seule la prise en compte rapide des savoirs permet la valorisation du travail. A ce propos, l'utilisation de logiciels ou de QCM est posée. Ceci pourrait même conduire les élèves à s'autoévaluer face à la machine.

A la suite de quoi, est soulevé le problème des différentes notations entre professeurs d'une même matière dans un même établissement, ou dans des établissements divers. Tous s'accordent pour reconnaître le fait. Certains avancent que ce travers aurait moins d'incidences si les enseignants obéissaient aux mêmes consignes (cas d'enseignements toujours non séquencés, face à l'organisation séquentielle majoritaire). Certains montrent que la différence de notation provient d'un parcours personnel de l'enseignant différent. A cela s'ajoute une formation évaluative non mise en œuvre à l'IUFM.

**Conclusion partielle :** Si tous avouent la difficulté de qualifier les efforts des élèves, il est néanmoins souhaité d'associer la note classique à une appréciation tenant compte de domaines variés (compétences, travail, comportement). L'importance de la lisibilité évaluative est réaffirmée.

La deuxième phase du débat aborde les fonctions et les modalités de l'examen, en l'occurrence : le brevet sous la forme interrogative suivante :

### « A quoi sert le brevet » ?

Tous affirment que le brevet ne sert pas pour l'instant à grand-chose, puisqu'il n'est pas nécessaire au passage, et n'est pas forcément reconnu par les administrations et les entreprises. En conséquence, certains voudraient que cet examen soit un examen de passage pour les élèves s'orientant vers la seconde générale, et un simple diplôme pour ceux qui prétendent à une voie professionnelle, afin d'éviter le regroupement redouté d'élèves dans des classes de niveau.

**Conclusion partielle :** l'unanimité réclame une valorisation de ce diplôme selon les modalités débattues ci-dessus.

## Question 2 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Il est rappelé que depuis bon nombre d'années l'Education Nationale n'a cessé de mettre en œuvre des moyens diversifiés afin de motiver et de faire travailler efficacement les élèves (études dirigées, aide individualisée, parcours diversifiés, etc.). Le débat s'engage sur ce constat.

Certains arguent immédiatement que sans moyens, il reste difficile voire impossible de tenter une motivation quelconque. Eu égard aux effectifs croissants par classe, il apparaît nécessaire à beaucoup de dédoubler les classes ou d'en diminuer le nombre.

Cela dit, des initiatives restent possibles : confrontations et débats entre élèves, travaux de groupes, etc. Les changements fréquents de méthode permettraient aux yeux de certains de donner plus d'appétence aux élèves. Les sorties également rendent souvent plus concrets les savoirs dispensés en cours. D'aucuns se demandent à ce propos si la société ne pourrait pas faire une irruption plus grande à l'école. Si tous reconnaissent la nécessité de motivation dans l'enceinte scolaire, l'interrogation demeure entière quant au rejet de la culture scolaire.

Est-ce à l'école d'aller vers la culture de l'élève, ou au contraire doit-elle rester « un sanctuaire » ? Le risque de ne pas progresser est souligné dans le cas d'une trop grande prise en compte de la culture de l'élève. Si tous conviennent qu'on devrait par exemple choisir des lectures à leur goût, il n'en demeure pas moins que les programmes paraissent inadaptés (17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles en classe de 4<sup>e</sup>, etc.) en raison notamment de la non maîtrise observable de la langue française. Tous s'accordent pour convenir que l'école doit régler ce problème de langage, en créant par exemple une matière transdisciplinaire sur le langage, la syntaxe et la lecture d'énoncé.

Le problème des outils pédagogiques est également soulevé. S'il apparaît évident de maintenir un support écrit où se mêlerait une utilisation maîtrisée de l'image, certains mettent en avant la nécessité d'une conjugaison variée des outils.

Il est toutefois rappelé que sans un milieu familial porteur, les chances de profit scolaire sont minces. A cet égard, l'internat est évoqué dans des cas précis.

La valorisation du travail personnel de l'élève semble à tous un préalable nécessaire, à la condition de donner du sens à ce travail. Certains rappellent l'expérience d'établissements où les élèves avaient le choix de l'organisation de l'emploi du temps. L'attention est également tournée vers la mise en œuvre plus franche d'une autonomie de l'élève, même si les craintes d'inadaptation liées à un changement par un retour à un système « normal » ne sont pas dissimulées.

Le sens du travail et de l'effort scolaire est perçu comme difficile à mettre en œuvre dans une société qui prône partout la facilité et le *zapping*. Le constat général est qu'il n'y a plus de culture de l'effort. A cela s'ajoute une image peu valorisante de l'école par la société.

Si l'école devait ignorer les mutations sociales, est-ce qu'il ne faudrait pas donner aux établissements plus de libertés en faisant en sorte par exemple de s'adapter au milieu avec une souplesse de programme ?

Les risques de dérive d'établissements avec des fonctionnements régionaux à diverses vitesses sont perçus comme une inégalité à terme. Une réaffirmation d'obédience à des programmes nationaux semble à tous incontournable.

La difficulté avouée par tous est de donner sens à cette réflexion : pourquoi travailler à l'école avec tant de chômage ? Le projet personnel de l'élève s'avère central pour sa motivation au travail. Les connaissances classiques en effet ne permettent pas d'orienter les élèves vers un projet concret.

Il est certes important de travailler, mais plus encore de se révéler efficace. L'accent est mis sur la structuration du travail par des méthodes apprises. L'étude dirigée notamment est à valorisée, ainsi que les travaux en groupes.

### **Question 3 : Quel socle commun de connaissances, de compétences, et de règles de comportement les élèves doivent-ils prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?**

Il est d'abord fait un constat sur l'état actuel du socle de connaissances. Celui-ci se fonde sur trois axes principaux :

- maîtrise du langage (français, langues vivantes, maths, EPS...)
- culture des humanités (Hist-Géographie, français...)
- culture scientifique et technologique (math, SVT, physique-chimie)

En rappel, on évoque les 15 % d'élèves qui ne maîtrisent pas la lecture, et ceux plus nombreux encore qui ne maîtrisent pas le calcul. Ces chiffres étant plus élevés qu'il y a 20 ans. A cela s'ajoute une dégradation accrue du comportement. En conséquence, le débat s'oriente vers la question : « **Quelles sont les matières fondamentales ?** »

Beaucoup soulignent que toutes les matières enseignées sont importantes et ont un rôle à jouer dans le socle commun de connaissances. Cette diversification nécessaire des savoirs a néanmoins – c'est un constat commun – porté ombrage à la lecture et au calcul. La contradiction entre la volonté d'étendre la culture scolaire et la nécessité de maîtriser les fondements de la langue et du calcul reste entière au terme du débat.

Ce dernier s'oriente donc vers une autre question : « **Y-a-t-il des étapes nécessaires ? Lesquelles ? Et quels sont les savoirs à acquérir à chaque étape ?** »

Tous reconnaissent que lecture et écriture doivent être maîtrisées, même si tous s'interrogent sur la méthode d'enseignement de la lecture (les résultats posent problème). Certains affirment qu'on ne peut laisser passer au collège les élèves dont les savoirs sont mal établis. Il faudrait valider de façon plus efficace les acquis. Le collège unique est de ce point de vue remis en cause. Un point de vue contraire s'exprime également. Concernant les étapes, d'aucuns voudraient qu'en Primaire les outils fondamentaux soient acquis et que le Secondaire en fasse usage. D'une façon générale l'assemblée s'accorde pour reconnaître l'existence d'étapes dans la progression des savoirs.

### **Question 4 : Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?**

Après un rapide constat portant sur la tension croissante entre une école qui reflète de plus en plus la société et une nécessité d'assurer à chaque élève une égalité des chances, le débat s'engage. Il est rappelé que de nouvelles inégalités sont nées (inégalité filles – garçons,

famille monoparentale – famille à structure traditionnelle). On évoque également les solutions trouvées pour pallier le mérite par une égale dignité, à commencer par les classes hétérogènes.

Tout le monde admet les limites de cette structure mais beaucoup s'accordent pour reconnaître qu'elle reste plus égalitaire que les classes par niveaux. Le cas notamment des classes homogènes et faibles apparaît problématique, en raison du manque d'émulation du groupe et des problèmes de discipline. A ce constat s'oppose la volonté de limiter l'hétérogénéité en dédoublant les classes par exemple, et en maintenant la possibilité pour chaque élève de changer de niveau dans l'année si besoin. La classe homogène en effet possède l'avantage de regrouper en son sein des élèves touchés par les mêmes difficultés scolaires.

La discussion s'engage ensuite sur les moyens à déployer : « **faut-il donner à tous les élèves les mêmes moyens qualitatifs ?** »

Tous souhaitent garder les programmes nationaux tout en offrant aux enseignants le choix de méthodes pour inculquer les connaissances à enseigner.

A la suite de quoi, le débat aborde l'épineux problème du : « **comment donner plus à ceux qui ont moins ?** »

Certains avancent la nécessité de moyens budgétaires supplémentaires, même si tous soulignent l'impératif d'en faire bon usage.

L'assemblée considère qu'il est des moments où l'Ecole atteint ses limites et ne peut en l'état actuel de ses structures faire plus. D'aucuns aimeraient des relais (maison de quartier, association de parents pour aider au travail) ainsi que la mise à disposition des locaux et du matériel à un tiers, ce qui permettrait une ouverture sur l'extérieur. A ceux-là s'oppose l'avis de ceux qui pensent que c'est générer des problèmes de responsabilité et que tout le monde ne peut s'improviser enseignant ou éducateur, sans compter que les associations ont une action très aléatoire dans le temps. Il revient à l'Ecole soit de former ces bénévoles, soit d'ouvrir des plages horaires d'études surveillées à l'ancienne.

Pour finir la question de l'autonomie des établissements est posée.

Tous la refusent, en mettant en avant ses risques en matière d'inégalités (financières, pédagogiques et relatives aux programmes). La crainte se porte également sur un trop grand pouvoir accordé au chef d'établissement.